

ÉCONOMIE

Peut-on parler de la mort du keynésianisme ?

L'adage populaire dit que «lorsque les États Unis s'éternuent, le monde a du rhume». Cet adage s'est manifestement confirmé avec la dernière crise financière qui a secoué le monde et dont les séquelles ne sont pas encore ressenties en pleine face.



Par Abdallah Annab

Fiscaliste dans une firme comptable

Nous avons assisté à un effet domino qui a touché tous les pays développés comme ceux en cours de l'être ainsi que les économies émergentes.

Cela dit, les adversaires de l'intervention de l'état dans la sphère économique se sont soulevés pour ne pas mettre en cause la capacité des marchés à ajuster les offres aux demandes.

Ils préconisent que les agents économiques sont raisonnables et que leurs comportements s'autorégulent permettant ainsi la capacité des marchés à gérer toute incertitude.

Toutefois, avec l'avènement de la mondialisation, plusieurs faillites spectaculaires, des scandales financiers ont ébranlé le monde des affaires. On citerait Enron, Worldcom, fonds privés (affaire Madoff), institutions financières... Ils pratiquaient un système PONZI (1) classique qui consistaient à gagner de l'argent en vendant par exemple des franchises à d'autres personnes, qui les revendent à d'autres, etc. Or ce système à une fin. Lorsque la croissance s'arrête, l'économie ralentit et le système s'effondre.

Revenant en arrière pour rappeler que les trois dés (déréglementation, décloisonnement, désengagement) ou ordonnance de l'occident sont devenus des recettes miraculeuses instaurées par les pays de l'OCDE et entérinées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire internationale qui l'imposent aux pays pris avec la dette et l'*aidocratie* (2) (Aide internationale). Exemple : le programme d'ajustement structurel dans le cas du Maroc.

Ces dites recettes ont été imposés à des pays ce qui a provoqué un effondrement des assises de leur économie (inégalités sociales, précarité du système d'enseignement, iniquité pour l'accès aux soins de santé, concentration des capitaux, délocalisation massive des industries... La privatisation accrue a pris la place, les secteurs stratégiques ont été confiés à des intérêts

étrangers tout en hypothéquant des secteurs que je qualifie de souveraineté économique. Pensant par exemple à la distribution de l'eau, le transport aérien, les télécommunications, la poste, l'électricité...

La déréglementation des marchés a provoqué un tollé dans les comportements des banques où la surenchère est devenue la règle sans se soucier aux intérêts des épargnants, et ce, pour réaliser des rendements à court terme coûte que coûte tout en octroyant des prêts hautement risqués, en surévaluant la capacité de payer des emprunteurs, en se dissociant de leurs principaux objectifs que sont le financement des entreprises car le crédit est à l'économie ce que l'électricité est à la technique. Cela se fait en piétinant sur les principes de base pour une saine santé de leurs liquidités. Ainsi, les banques ont manqué de liquidité, les fonds de roulements sont à leur bas niveau car elles ont grugé toutes leurs ressources.

Le Fonds de roulement est défini comme l'excédent de capitaux stables, par rapport aux emplois durables, utilisé pour financer une partie des actifs circulants.

Ainsi, le Fonds de roulement correspond à :

- ◆ la partie des ressources stables qui ne finance pas les emplois durables.
- ◆ la partie des actifs circulants financée par les ressources stables.

Pour sortir du marasme économique, tous les agents se sont tournés vers les gouvernements pour soutenir les économies et stimuler la demande par le programme des dépenses publiques, le rééchelonnement des dettes, l'injection des liquidités dans le marché financier, la garantie des crédits, la réduction des taux d'intérêts... De ce fait, le constat est que le Keynésianisme n'est pas mort.

Qu'est ce que le Keynésianisme ?

Étymologiquement, le nom provenait du célèbre économiste anglais Jhon Maynard Keynes. Il est l'instigateur de la doctrine développée dans son ouvrage (Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie) où il prône le rôle de l'intervention de l'État (interventionnisme économique).

Elle désigne la politique qui conduit les pouvoirs publics à participer à l'économie du pays et à imposer leurs règles à chaque fois que cela paraît nécessaire pour protéger les intérêts des citoyens ou développer des secteurs d'activités qu'ils considèrent comme stratégiques ou prioritaires.

En général, Keynes défend l'hypothèse que la demande est le facteur déterminant qui permet d'expliquer le niveau de production et par conséquent de l'emploi.

L'intervention économique prend plusieurs formes :

- ◆ politique monétaire, fiscale et budgétaire;
- ◆ réglementation;
- ◆ aide à l'investissement ou à la création

de l'emploi (chantiers d'infrastructures);

- ◆ meilleure allocation des richesses et des revenus...

À travers ces politiques interventionnistes, il y a possibilité d'éviter les récessions et de freiner les emballements de l'économie.

Toutefois après une crise que nous traversons, d'autres facteurs non économiques jouent un rôle central pour la surmonter, soit l'élément confiance.

Du fait que l'économie mondiale est en péril, plusieurs valeurs ont fait défaut : la responsabilité, la transparence, la justice, la bonne gouvernance.

Ceci nécessite des moyens suivants pour la soutenir :

- ◆ Renforcement du droit des actionnaires minoritaires;
- ◆ Révision des modes de rémunération (hauts salaires) qui sont loin de toute

équité;

- ◆ Utilisation de la fiscalité par des impôts progressifs sur les hauts salaires, les successions, la fortune pour une meilleure répartition des richesses;

- ◆ Meilleure justice avec des sentences exemplaires et non des sentences bonbons;

- ◆ Réglementation du système bancaire (Respect des ratios, rôle accru des banques centrales...).

(1) Charles Ponzi, de Boston, est un escroc connu sous ses opérations financières : l'argent de chaque nouvel investisseur servait en fait à payer les dividendes de la précédente. Il s'est aussi illustré, en 1924-1925, dans la grande spéculation immobilière en Floride.

(2) Jacques B. Gélinas Et si le monde s'autofinçait : de l'endettement à l'épargne. Les éditions écociété

Gaza: des psychologues marocains à la rencontre d'élèves traumatisés par la guerre

Des psychologues marocains, membres de la délégation médicale marocaine présente dans la Bande de Gaza, se sont rendus mardi dans l'école primaire Anas Ibn Malik pour s'enquérir de l'état psychique de ses élèves, après l'agression israélienne contre ce territoire palestinien.

Les médecins marocains, conduits par le professeur Khalid Lazrak, ont tenu des rencontres avec le staff administratif et les enseignants de l'école qui ont raconté les circonstances difficiles vécues par les écoles de la Bande durant les opérations menées par l'armée israélienne qui a ciblé plusieurs établissements scolaires du territoire.

Le corps enseignant a évoqué les dommages psychologiques profonds engendrés par les bombardements chez les enfants de Gaza, dont une grande partie souffre notamment d'insomnie, de cauchemars, d'énurésie et d'étourderie. Dans d'autres cas, il a été constaté une exacerbation des comportements agressifs.

Les enseignants ont expliqué que pour aider les enfants à surmonter leurs traumatismes, il a été procédé à l'organisation de séances avec des assistants psychologiques et d'activités de divertissement, essentiellement des séquences de dessin libre.

Le directeur de l'école a fait part de sa joie de recevoir les médecins marocains, surtout qu'il s'agit de la première délégation arabe à se rendre dans cet établissement depuis la fin de l'agression, exprimant ses remerciements au

Maroc, Roi, gouvernement et peuple, pour son soutien permanent à la cause palestinienne.

La meilleure riposte que les enseignants peuvent apporter à l'agression israélienne est de poursuivre leur noble mission, quelles que soient les circonstances, a-t-il dit.

Le professeur Lazrak a indiqué que le but de cette visite est d'aider les élèves palestiniens à surpasser l'état de choc consécutif aux opérations militaires israéliennes et à se libérer de l'emprise des scènes de terreur et de violence, soulignant la disposition des psychologues marocains à prendre en charge les cas de ces élèves.

"Cette rencontre conviviale reflète les liens de fraternité existant entre les peuples marocain et palestinien", a assuré le professeur Lazrak.

Des rencontres similaires sont prévues avec les urgentistes et les ambulanciers de Gaza qui étaient les plus exposés aux traumatismes psychologiques à cause des conditions extrêmement dangereuses dans lesquelles ils opéraient.

Treize de leurs collègues ont péri dans les bombardements des troupes israéliennes qui ont détruit pas moins de onze ambulances.

La délégation médicale marocaine était arrivée, il y a neuf jours, à Gaza dans le cadre d'une mission humanitaire, en application des hautes instructions de SM le Roi Mohammed VI.

Abderahim Malki (MAP)